



Le métropolite Hilarion : L'Église affirme que les gens doivent pouvoir vivre dans la dignité

Le 10 juin 2017, le métropolite Hilarion de Volokolamsk a répondu aux questions de l'animatrice Ekaterina Gratcheva dans l'émission « L'Église et le monde », diffusée les samedis et les dimanches sur la chaîne de télévision « Rossia-24 ».

E. Gratcheva : Nous recevons le métropolite Hilarion de Volokolamsk, président du Département des relations ecclésiastiques extérieures du Patriarcat de Moscou. Monseigneur, bonjour.

Le métropolite Hilarion : Bonjour, Ekaterina. Chers frères et sœurs, bonjour.

E. Gratcheva : Monseigneur, les dépenses réelles des Russes, selon les données du RAMIR, ont atteint leur plus bas niveau depuis 5 ans. Est-ce bien que les gens économisent ? Du point de vue de la politique nationale, c'est plutôt un mal.

Le métropolite Hilarion : Du point de vue de l'Église, les gens doivent avoir le droit de vivre dignement. Lorsqu'on travaille, on doit gagner suffisamment. Lorsqu'on travaille dignement, on doit pouvoir nourrir sa famille, non pas seulement joindre les deux bouts, mais vivre dignement. Certains, en lisant l'Évangile, en concluent que Jésus Christ était contre toute espère de bien-être matériel. Il disait : « Ne vous préoccupez pas du lendemain » (Mt 6, 34). Mais mieux vaut ne pas appliquer à l'organisation de la vie sociale des préceptes chrétiens qui touchent à la morale personnelle. Le Christ ne condamnait pas la richesse en tant que telle, il jugeait ceux qui poursuivent des intérêts égoïstes, ont de l'argent, mais ne partagent pas leurs biens avec les autres. C'est le sujet de la parabole du riche et de Lazare. Un homme riche passait son temps en réjouissances, faisait la fête. Un misérable du nom de Lazare était couché à sa porte qui aurait aimé manger au moins les miettes tombées de la table du riche. Voilà contre quel genre de situation s'insurgeait Jésus Christ, il enseignait que les riches devaient partager avec les pauvres. Les œuvres de bienfaisance chrétienne sont une réponse à ces appels.

L'Église ne dit pas que les gens doivent vivre dans la misère, économiser. Au contraire, l'Église assure qu'ils doivent vivre dans la dignité. La tâche de l'état est justement de garantir aux gens une vie digne.

E. Gratcheva : Donc, pour vous, apprendre que les Russes dépensent moins, ce n'est pas une bonne nouvelle ?

Le métropolite Hilarion : Je pense que ce n'est une bonne nouvelle pour personne. L'Église est avec le peuple, dans les circonstances tristes, comme dans les circonstances joyeuses. Cette triste nouvelle doit obliger les autorités à réfléchir.

E. Gratcheva : Monseigneur, au mois de mai un virus informatique s'est attaqué aux ordinateurs et aux serveurs de dizaines de pays, notamment la Russie. Les serveurs du ministère de l'Intérieur ont été touchés. En Grande-Bretagne, plusieurs hôpitaux ont été paralysés, les gens n'ont pas pu avoir accès

aux urgences. Le virus agissait partout de la même façon : il fallait verser une certaine somme pour débloquent l'ordinateur. Vous n'avez pas peur d'une attaque informatique ? Les serveurs du Patriarcat de Moscou ont-ils déjà été attaqués, des documents ont-ils été divulgués de cette manière ?

Le métropolitain Hilarion : C'est déjà arrivé, en effet. Je pense que nous serons encore bien des fois confrontés à semblable situation. Le Patriarcat de Moscou entretient donc un système d'ordinateurs déconnectés d'internet. Nous écrivons et retravaillons nos documents sur ces ordinateurs. Pour autant que possible, nous nous efforçons d'entretenir nos correspondances confidentielles sans passer par le courrier électronique afin de ne pas être victime de hackers. En même temps, je ne crois pas qu'il soit possible de se protéger complètement, car les hackers d'aujourd'hui parviennent à infiltrer les systèmes les mieux défendus.

J'ai eu l'occasion de rencontrer des gens travaillant dans ce domaine. Il n'existe pas aujourd'hui de protection à 100% contre les attaques informatiques. Certes, on peut toujours revenir à un traitement administratif fondé exclusivement sur des documents papier, mais il me semble que les gens, les organisations et les compagnies responsables de l'information confidentielle doivent s'efforcer avec le plus grand soin de se défendre au maximum contre ces attaques.

E. Gratcheva : Quel type d'information confidentielle et quelle correspondance peut se retourner contre le Patriarcat de Moscou ?

Le métropolitain Hilarion : Si je me mets à vous parler de correspondance confidentielle, on risque de m'accuser ensuite d'avoir été incorrect, comme le président Trump, dont on a dit qu'il aurait divulgué des renseignements secrets. N'importe quelle institution a des documents qui sont du domaine public, en même temps qu'elle entretient une correspondance secrète. Il peut s'agir des correspondances les plus diverses, concernant, par exemple, la préparation de documents. Un document qui passe au domaine public, c'est un texte achevé. Mais tout le travail qui a précédé sa publication se passe, pour n'importe quel texte, en privé, il s'agit d'information partiellement confidentielle. Par exemple, les gens qui travaillent sur ce texte peuvent ne pas être d'accord entre eux, discuter. L'un défend un point de vue, l'autre le sien. Cela ne doit pas être connu du grand public, auquel on présente un document achevé et concerté.

E. Gratcheva : Concernant le travail de toutes les autres structures, la Russie doit-elle, à votre avis, suivre l'exemple de Singapour, où il n'y a plus aucun papier depuis longtemps, uniquement des documents électroniques ?

Le métropolitain Hilarion : Je pense que le traitement des documents sur papier reste nécessaire, mais, je le répète, aucun organisme ne peut se protéger complètement. Tout est risqué.

E. Gratcheva : Monseigneur, vous avez récemment parlé des organisations de microfinances dans notre pays. A Tcheliabinsk, la société « Argent facile » a édité une publicité sur un calendrier de poche ; à côté de ses coordonnées, elle a imprimé le « Notre Père » et une image de Jésus Christ. L'agence fédérale de contrôle de la concurrence a déjà engagé des poursuites. Cela me rappelle un cas qui s'est produit il y a quelques années en Lettonie, où une banque donnait des micro-crédits en proposant d'hypothéquer son âme au diable. C'est ce qui était écrit dans le contrat. Nous avons filmé un

documentaire sur le sujet. Qu'est-ce que c'est que ce phénomène ? Il s'agit visiblement de faire sa réclame en s'appuyant sur des phénomènes mystiques. Comment lutter contre ? Quelle pourrait être et quelle doit être la peine encourue ?

Le métropolite Hilarion : Le patriarche Cyrille a souvent parlé du danger des micro-crédits, un système qui joue sur la pauvreté ou sur le désordre des gens, incapables, pour une raison ou pour une autre, d'attendre leur prochain salaire. Ils prennent un petit crédit à la banque, de petites sommes à des taux très élevés. Ils résolvent ainsi leur problème du jour, mais dès le lendemain ou le surlendemain, ils sont confrontés au même problème, dans des proportions trois ou dix fois plus grandes. C'est un système qui met aux gens la corde au cou. Le patriarche Cyrille a résolument critiqué ce genre d'activité. Il a proposé de créer une « banque des pauvres » et a appelé à limiter législativement l'activité des organismes de microfinance.

Dans ce cas, comme toujours, l'Église se préoccupe avant tout de la santé spirituelle des gens, car ce système utilise les faiblesses humaines, les situations économiques délicates. Nous avons déjà dit aujourd'hui que les revenus réels de la population sont moins élevés, que les dépenses à la consommation ont baissées. Dans cette situation, les gens vont de plus en plus chercher où trouver rapidement de l'argent. Mais l'argent trouvé facilement, ce n'est pas toujours bon : pour l'avoir reçu à des taux très élevés, les gens devront non seulement le rendre, mais payer des pourcentages dépassant la somme empruntée. Voilà le danger.

E. Gratcheva : Mais, selon vous, quelle peine doit punir ce genre de réclame blasphématoire, utilisant l'image du Christ, la prière ?

Le métropolite Hilarion : J'ai du mal à répondre, car il faut consulter la législation pour dire quelle doit être la peine. Nous vivons dans un état laïc qui a ses lois. Si ce genre de publicité est contraire à la loi, elle doit être punie en fonction de la loi. Sinon, la question reste du domaine du débat public et chacun peut donner son avis. Nous estimons que l'image de Jésus Christ et celle de la Mère de Dieu sont des images sacrées. Elles peuvent figurer sur les murs des églises, dans des livres, à titre d'illustration, mais ne doivent pas être employées à des fins publicitaires.

Aujourd'hui, malheureusement, ce genre d'image n'est pas seulement employé à des fins commerciales. Il y a des gens qui pratiquent une activité contraire à l'enseignement de l'Église, les voyantes, par exemple, les guérisseurs qui s'entourent d'icônes, allument des cierges, créent l'illusion d'un espace sacré, imitent les sacrements et tentent ainsi d'attirer les gens. L'Église est très négative sur ce type d'activité et rappelle ce qu'en dit l'Écriture sainte : « Méfiez-vous des faux prophètes qui viennent à vous déguisés en brebis, mais au-dedans sont des loups rapaces » (Mt 7, 15).

E. Gratcheva : dans notre précédente émission, nous avons parlé de l'affaire Rouslan Sokolovski, qui a fait beaucoup de bruit. Après que la peine a été annoncée, nous avons appris que dans un autre pays, en Indonésie, loin de la Russie, le gouverneur de la capitale, Djakarta, a été condamné à deux années de prison pour des réflexions offensantes contre le Coran. Ce n'est pas le niveau du blogueur Rouslan Sokolovski, il s'agit d'un fonctionnaire, d'un maire. Selon vous, l'examen de ces affaires au tribunal doit-il dépendre de celui qui est jugé, est-ce un fonctionnaire ou un simple blogueur, et du pays où a lieu le

procès, est-ce ou non un état multiconfessionnel ?

Le métropolite Hilarion : La différence entre le blogueur Sokolovski et ce gouverneur ne tient pas seulement à leur position sociale. Le blogueur Sokolovski est un cynique qui répand des idées misanthropiques. Le gouverneur dont il s'agit est un chrétien, devenu gouverneur dans un pays musulman. Dans des pays musulmans comme l'Indonésie, le Pakistan, l'Afghanistan et d'autres, les lois sur le blasphème sont souvent dirigées contre les chrétiens. Et souvent appliquées sans raison réelle. Le gouverneur dont il s'agit n'a rien dit d'offensant contre le Coran, pour autant que je sache. Il a seulement tenté, peut-être maladroitement, de commenter le Coran. Au Pakistan, Assia Bibi, mère d'une famille de 5 enfants, est en prison depuis plusieurs années. Elle est condamnée à mort pour avoir, soi-disant, offensé les sentiments religieux des musulmans. Pourtant, il n'y a pas eu la moindre offense, et la communauté internationale, de nombreux leaders politiques et spirituels ont demandé sa grâce, mais elle reste en prison. Ainsi, il faut constater que dans un certain nombre de pays du Proche Orient, d'Asie et d'Afrique, les lois sur le blasphème sont utilisées contre les chrétiens.

E. Gratcheva : Monseigneur, en Lituanie, on a choisi l'entreprise qui élèvera une enceinte métallique à la frontière avec la Russie. Plusieurs pays d'Europe élèvent aussi des grillages à leurs frontières, à l'initiative des citoyens, parce qu'ils ne veulent pas voir de nouveaux émigrants. Ce sont des barrières différentes, mais comment commenteriez-vous ce retour aux temps du mur de Berlin, aux temps des barrières ?

Le métropolite Hilarion : Je suis résolument contre. Cette information m'émeut aussi personnellement, car j'ai vécu cinq ans en Lituanie, c'est là-bas que je suis devenu moine, puis prêtre. Le 19 juin, il y a aura 30 ans que je suis moine, et je le suis devenu au monastère du Saint-Esprit, à Vilnius, devant les reliques des saints martyrs Antoine, Jean et Eustathe de Vilnius. Certes, nous formions alors un seul pays, et la situation était complètement différente. Aujourd'hui, nous vivons dans des états séparés. Mais il me semble très bizarre qu'on construise un mur entre la Lituanie et la Russie. Je ne crois pas qu'il y ait des foules d'émigrés russes aux frontières lituaniennes. Je vais régulièrement en Lituanie, je m'apprête à m'y rendre dans les prochains jours, en mémoire de l'évènement qui m'est cher et dont je viens de parler. J'observe, au contraire que, ces 15 dernières années, la population russophone est en diminution constante. Bien plus, depuis que la Lituanie a ouvert ses frontières aux pays de l'Union européenne, les Lituaniens eux-mêmes quittent leur pays en masse. Aujourd'hui, selon différentes estimations, près d'un million de Lituaniens vivent en Grande-Bretagne, en Allemagne, tandis que la population de souche diminue en Lituanie même. Dans ce contexte, la construction d'un mur avec la Russie est une initiative bien étrange.

E. Gratcheva : Monseigneur, merci.

Le métropolite Hilarion : Merci, Ekaterina.

Dans la seconde partie de l'émission, le métropolite Hilarion a répondu aux questions postées par les téléspectateurs sur le site du programme « L'Église et le monde ».

Question : Pourquoi dit-on que fumer est un péché ? Pourtant, « Ce n'est pas ce qui entre dans la bouche qui souille l'homme, mais ce qui sort de sa bouche » (Mt 15, 11).

Le métropolite Hilarion : Fumer est un péché, dans la mesure où cela nuit gravement à la santé, et non seulement à la santé du fumeur, mais aussi à celle de son entourage.

Durant des décennies, on a caché aux gens l'ampleur des dégâts occasionnées par la cigarette. Dans les films des années 30, 40, 50 les héros fument sans arrêt, ils ont toujours la cigarette à la bouche. Fumer était normal, on avait le droit de fumer pendant les réunions du gouvernement, lors de n'importe quelle manifestation officielle. Il y avait des places pour les fumeurs dans les avions. Je me souviens d'avoir pris l'avion d'une certaine compagnie dans les années 90, il y avait les places « A » pour les fumeurs, et les places « B » pour les non-fumeurs. Je vous laisse imaginer comment se sentaient les non-fumeurs dans cet avion. Ces deux dernières décennies, on a beaucoup fait pour expliquer les dégâts causés par la cigarette, et des informations concrètes figurent obligatoirement sur chaque paquet, on ne cesse de répéter que fumer tue. Je pense que les mesures qui sont prises sont très importantes, mais il reste néanmoins beaucoup de fumeurs.

Fumer est aussi un péché car il s'agit d'une forme de dépendance, et toute dépendance est un péché : l'homme a été créé libre, il ne doit pas dépendre de facteurs extérieurs. Saint Silouane l'Athonite, l'un des grands saints du XX siècle, répondait ainsi à une question sur la cigarette : « Priez avant de fumer votre cigarette ». Son interlocuteur a reconnu : « C'est un peu gênant de prier Dieu avant de prendre une cigarette ». Saint Silouane lui a dit alors qu'il vaut mieux éviter tout ce qui fait qu'on se sente gêné de prier avant de commencer.

Certains téléspectateurs m'ont aussi demandé d'expliquer ma position sur l'ouverture des supermarchés le dimanche. On m'a demandé dans une émission ce que je pensais de cette situation. J'ai répondu que, du point de vue de l'Église, le dimanche est un jour qu'il faut consacrer à Dieu et à la famille. Certains médias se sont servis de cette réponse pour affirmer que l'Église orthodoxe russe se déclarait pour la fermeture des supermarchés le dimanche et exigeait de limiter le travail des magasins. Je tiens à préciser que l'Église n'interdit rien et n'exige rien. Nous partageons tranquillement notre opinion sur telle ou telle question. On m'a demandé mon avis, j'ai répondu. Cela ne veut pas dire que l'Église orthodoxe russe exige quoi que ce soit ou veut faire interdire quelque chose.

Chers frères et sœurs, pour conclure notre émission, j'aimerais rappeler ces mots de l'apôtre Paul dans sa première épître aux Corinthiens : « Tout m'est permis, mais tout n'est pas profitable. Tout m'est permis, mais je ne me laisserai pas, moi, dominer par rien » (I Cor 6, 12).

Je vous souhaite plein de bonnes choses, que le Seigneur vous garde tous !